

Logement : un plan à 9 milliards d'euros

Action Logement et le Medef vont investir 9 milliards d'euros dans un plan logement pour aider les salariés les plus modestes, notamment à déménager pour se rapprocher de leur lieu de travail, mais aussi pour des travaux...

Un plan logement de 9 milliards d'euros pour aider les salariés les plus modestes

En réponse à la crise des Gilets jaunes les entreprises tentent à leur tour, d'apporter une réponse. Selon le journal L'Opinion, Action logement (anciennement 1% Logement) et le Medef vont investir en faveur du logement et de la mobilité des salariés les plus modestes pour un montant total de 9 milliards d'euros. Une action inédite en France et qui débute dès le milieu du mois de février, selon les informations du quotidien. Ce plan ambitieux, qui souhaite favoriser la mobilité des salariés, sera financé par les marchés financiers et non par l'Etat.

Dans le détail, les salariés les plus modestes auront droit de la part d'Action logement à une aide au déménagement de 1 000 euros. Ainsi, ceux qui habitent à plus de 30 kilomètres de leur lieu de travail auront droit à cette prime pour déménager et ce, sans aucun justificatif de dépense. Ils pourront également bénéficier de 20 000 euros maximum afin de réaliser des travaux pour améliorer l'isolation thermique de leur logement. RTL révèle pour sa part que 5 000 euros devraient être dédiés aux salariés souffrant d'un handicap à adapter leur logement à leur situation.

Des aides pour les handicapés afin d'adapter leur logement

Action Logement souhaite diviser ainsi les 9 milliards d'euros investis : 4 milliards d'euros consacrés au financement de prêts bonifiés, 3 milliards réalisés sous forme d'engagement en fonds propres et 2 milliards en subventions. Avec cette somme, de nombreux autres projets pourraient également être financés comme la transformation de bureaux vides en logements, lutte contre la vétusté de certaines habitations et des copropriétés dégradées...

Au final, ces deux entreprises souhaitent investir dans le logement puisqu'il s'agit selon L'Opinion du réel point de départ de la crise des Gilets jaunes : le journal estime que la question du coût des transports est liée à celle des prix des logements en France. Cette annonce fait notamment écho à l'effondrement de deux immeubles rue d'Aubagne à Marseille et de toute la polémique née autour de ce triste cas.